



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71 321 Chalon-sur-Saône

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



NEXANS FRANCE SA

101 route d'Arnay
71400 Autun

Références : FB/MV/2022/C_164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement NEXANS FRANCE SA implanté 101 route d'Arnay 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque d'incendie. L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la Dreal Bourgogne-Franche-Comté a déployé cette action, du 30 mai au 30 juin 2022, spécifiquement sur la maîtrise du risque d'incendie à la source.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS FRANCE SA
- 101 route d'Arnay 71400 Autun
- Code AIOT dans GUN : 0025200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société NEXANS FRANCE est un acteur mondial de la production de fils et câbles électriques à usages professionnels ou domestiques. Cette production comprend notamment l'extrusion de matières plastiques.

Cette activité sur l'établissement d'Autun est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral modifié n° 2014014-0005 du 14/01/2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations et des zones à risques ;
- conditions de stockage ;
- moyens de détection d'incendie ;
- moyens de défense interne contre l'incendie.

Ces thèmes sont détaillés au travers de fiches de constats seulement lorsque les contrôles par sondages des installations ont mis en évidence des non-conformités aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a confié à une entreprise extérieure, dans le cadre d'un contrat de contrôle et maintenance, le suivi de l'ensemble des équipements intéressant la défense interne contre l'incendie (extincteurs, robinets d'incendie armés, système d'extinction automatique, détection incendie et système de sécurité incendie).

L'exploitant a cependant démontré un suivi rigoureux de la prestation au travers d'un fichier de suivi des réunions périodiques conduites avec le prestataire, des observations issues des rapports de contrôle et des mesures correctives. Les rapports de contrôle étaient par ailleurs disponibles.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection, les contrôles par sondages des installations, n'ont mis en évidence aucune non-conformité aux dispositions applicables. Ainsi, aucune fiche de constat n'est établie.

2-4) Fiches de constats

Sans objet.